

Ministre abattu au Burundi : Hypothèse d'un assassinat politique

RFI, 03-01-2017 Burundi: vives réactions suite à l'assassinat du ministre de l'Environnement Les réactions se sont multipliées au Burundi après l'assassinat, dimanche 1er janvier, du ministre de l'Eau, de l'Environnement et de la Planification. Emmanuel Niyonkuru a été tué par balles alors qu'il rentrait chez lui, selon la police. Le porte-parole du gouvernement a qualifié cet assassinat d'« acte ignoble ». Même condamnation dans les rangs de l'opposition et des organisations de la société civile.

Philippe Nzobonariba, porte-parole du gouvernement burundais, évoque un « acte ignoble » et soutient, dans un communiqué, qu'il s'inscrit dans une série d'« assassinats ciblés des hautes personnalités de l'Etat » par des « terroristes ». Le Cnared, une coalition de l'opposition, fait part de son « indignation » et des organisations de la société civile dénoncent également ce meurtre. Joint par RFI, Gabriel Rufyiri, fondateur de l'Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome), condamne cet assassinat et souhaite que les criminels soient traduits en justice. « Aujourd'hui, tout citoyen vit dans la peur, car il y a ce phénomène d'assassinats ciblés. Plusieurs autorités, plusieurs citoyens innocents ont été assassinés sans qu'il y ait eu des enquêtes pour que les criminels soient jugés », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas de discours de condamnations publiques. Cela ne suffit pas. Nous, nous voulons que des citoyens burundais soient protégés - ce n'est que cela - et surtout, traduire en justice tous ces criminels de tous bords qui ne sont pas sanctionnés », a-t-il ajouté. Hypothèse d'un assassinat politique Le président de l'Olucome s'étonne également que le ministre assassiné n'ait pas été mieux protégé. « Nous pensons que l'hypothèse la plus probable serait un assassinat politique. » Gabriel Rufyiri

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});